

Les Organisations d'Économie Sociale et Solidaire : Acteurs majeurs du développement local

[Social and Solidarity Economy Organizations : Major actors of local development]

Sadika LAMAALAM¹, Kaoutar EL MENZHI², and Nabil BENBRAHIM³

¹PhD Student, Département d'économie, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales-Souissi, Université Mohamed V- Rabat, Rabat, Maroc

²Professeur, Département d'économie, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales-Souissi, Université Mohamed V- Rabat, Rabat, Maroc

³PhD Student, Structure : Analyse et Evaluation des Systèmes d'Éducation et de Formation, Faculté des Sciences de l'Éducation, Université Mohamed V- Rabat, Rabat, Maroc

Copyright © 2018 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The term social and solidarity economy (SSE) is increasingly being used to refer to the production of goods and services by a broad range of organizations that are distinguished from enterprise and informal economy. These organizations serve a collective aim and are guided by principles and practices of cooperation, solidarity, ethics and democratic self-management. The main purpose of this paper is to show the important role of Social and Solidarity Economy (SSE) in the Local Development.

KEYWORDS: Local Development, Territory, Social and Solidarity Economy, Governance, Share capital, Networks.

RESUME: L'Économie sociale et solidaire (ESS) regroupe un ensemble de structures très diverses dans leurs réalités et qui reposent sur des valeurs et des principes communs : utilité sociale, éthique, gouvernance démocratique, ancrage territorial et mobilisation citoyenne. L'Économie sociale et solidaire est une économie respectueuse de l'homme et de son environnement, elle est donc au service de la société et du citoyen. Cet article a pour principal objectif de présenter le positionnement des Organisations d'Économie Sociale et Solidaire dans le processus de gouvernance, ainsi que de montrer l'importante articulation entre développement local et Organisations d'Économie Sociale et Solidaire.

MOTS-CLEFS: Développement Local, Territoire, Organisations d'Économie Sociale et Solidaire, Gouvernance, Capital social, Réseaux.

1 INTRODUCTION

L'économie politique, dès sa naissance, a eu toujours tendance à s'appuyer sur des modèles à caractère général. En effet, pour Adam Smith l'activité économique serait gouvernée par un ensemble de lois aussi naturelles que celles qui gouvernent les phénomènes de la nature. De même, Léon Walras considère que l'économie politique ne deviendra scientifique qu'en devenant une économie mathématique basée sur des lois certaines et universelles (ZAOUAL, 2011).

Ce faisant, « la vraie science en économie est, selon les grands économistes, celle qui focalise ses investigations sur l'univers du marché et qui en théorise mathématiquement les causalités de fonctionnement et d'évolution. Ce protocole donne lieu à une invasion de la formalisation mathématique dans un domaine qui est, à vrai dire, profondément humain » (ZAOUAL, 2011).

C'est sur cette base et suite à l'échec de la régulation hiérarchique, et de l'interventionnisme étatique, que la théorie de l'économie de l'offre s'est développée et émergée depuis la fin des années 80. En effet, cette théorie a pour projet totalitaire d'imposer les lois du marché à la totalité de la vie des hommes, de la faune et de la flore. Tout devrait être décodé, manipulé, transformé et évalué à la lueur du système économique dont elle est porteuse (ZAOUAL, 2011).

Par ailleurs, cette théorie de l'économie de l'offre qui inspire la globalisation n'a pas, aujourd'hui, des réponses aux différents paradoxes constatés, vu que l'ensemble des politiques publiques venant d'en haut ne faisaient nullement référence au local et ne tenaient nullement compte des réalités du territoire. (DAGHRI, 2006)

Cependant, pour mieux gouverner les Hommes, il ne faut pas imposer, il faut les faire participer (DAGHRI et ZAOUAL, 2006) à la gestion des affaires locales. Le développement local fait appel essentiellement à cet esprit d'agir ensemble (DAGHRI, 2006).

Ainsi, mobilisation des acteurs, démocratie économique et sociale, partenariat et réseaux, gouvernance partagée sont autant de termes qui renvoient à une conception du territoire comme la production de l'action collective (FERREIRA, 2008).

Cet article a pour principal objectif de présenter le positionnement des Organisations d'Economie Sociale et Solidaire dans le processus de gouvernance, ainsi que de montrer l'importante articulation entre développement local et Organisations d'Economie Sociale et Solidaire.

2 LE PARADOXE MARCHAND/NON MARCHAND

L'économie a été décrite comme une science et une pratique autonome, séparé des autres domaines d'activités humaines. Elle a créé son « homme social », dont la relation avec autrui ne se fait qu'à travers un seul mécanisme de socialisation et de coordination, celui du marché (ZAOUAL, 2011).

De ce fait, « l'économie est une mécanique exclusivement orientée vers le marché, l'accumulation et les progrès d'un système anonyme qui les articule et les organise » (ZAOUAL, 2006).

En effet, l'économie n'a aucunement comme but de satisfaire les « vrais besoins » des hommes, ni même de créer de l'emploi et de contribuer à la cohésion sociale et au bonheur des citoyens. C'est un programme qui se ferme sur lui-même (ZAOUAL, 2011). L'autonomie de l'économie, devient ainsi « porteuse de grandes anomalies au regard des grandes insuffisances de l'économie de marché » (ZAOUAL, 2006).

En outre, la conception de l'économie du marché repose sur une conception particulière de l'acteur humain comme homo oeconomicus.

En effet, le concept homo oeconomicus énonce que l'homme est rationnel au sens où il cherche exclusivement son intérêt (ZAOUAL, 2006), il est même, porté à maintenir son semblable dans une relation d'asymétrie d'information ou, tout simplement, dans une situation d'incertitude afin de maximiser son utilité et son profit (ZAOUAL, 2005).

De même, « sur les marchés, les transactions s'en trouvent contrariées et l'expansion de l'économie limitée par l'incertitude induite par la généralisation du modèle de l'homo oeconomicus. Ainsi, si le marché apparaît tout naturellement comme un moteur qui facilite les transactions, il finit par dresser des obstacles à sa propre expansion. [...] Ce faisant, le marché s'auto-paralyse et c'est la crise de confiance et par voie de conséquence, celle de la croissance » (ZAOUAL, 2006). Ce qui détruit la qualité des relations humaines et débouche sur l'anéantissement du lien social (ZAOUAL, 2006). Finalement ce modèle de l'homme, que la pensée globale propose et impose à toute l'humanité, a une essence anti-sociale génératrice d'anomie (ZAOUAL, 2005).

Ce faisant, le marché, à lui seul, est impuissant à assurer son propre dynamisme sans recourir à des règles, des conventions voire à toute une culture lui assurant une plus grande certitude et fluidité dans les transactions (ZAOUAL, 2006).

Dans cette optique, « la rationalité ne peut plus être supposée pure, uniforme ou même limitée en gardant une seule et unique vision du monde. Plurielle, elle se construit in situ de manière dynamique et indéterminée » (ZAOUAL, 2005).

En effet, cette « rationalité située prend en charge la grande variété anthropologique des sites qui ne manque pas d'avoir des effets certains sur la rationalité économique du site et de ses acteurs. Ainsi, la rationalité située est une construction sociale in situ. [...] Elle se réalise en se réalisant en raison du principe d'incertitude que combat le site en tant que producteur de confiance et de conventions sociales » (ZAOUAL, 2005).

Ce faisant, « *les processus de coordination qui ont cours sont truffés de valeurs communes qui servent de base aux conventions, souvent implicites, à leurs comportements économiques. Ces règles fixent l'horizon de leurs échanges et réduisent la zone d'incertitude inhérente à tout univers économique assimilé à de simples lois du marché. « Pour bien partir, il faut appartenir » semble être la formule de ce combat contre l'incertitude. C'est, d'ailleurs, ce que suggèrent, aujourd'hui, la sociologie et l'économie des réseaux. « Le Marché autrement » de GRANOVETTER (2000) y est une contribution fondamentale révélant que les phénomènes économiques sont aussi des constructions sociales* » (ZAOUAL, 2011).

Ainsi, en s'inspirant des analyses de K. POLANYI, qui a avancé le concept d'encastrement social de l'économie (embeddedness), M. GRANOVETTER affirme que l'action économique est encadrée au sein des réseaux de relations personnelles, il écrit que l'encastrement « *rend compte de l'insertion des actions économiques dans des réseaux sociaux, qu'il convient de cerner à partir des relations personnelles et des structures de celle-ci* » (GRANOVETTER, 2008). Il cherche à comprendre les relations sociales à partir des liens qui s'établissent entre les actions individuelles et les situations sociales, pour ce faire, il distingue deux types de liens à savoir : les liens forts *décrivant des individus enracinés ou encadrés dans leur structure sociale* (relations profondes et soutenues) et les liens faibles *caractérisant à la fois l'éloignement physique et la distance relationnelle existant entre des individus* (relations plus distendues) (ANGEON et LAUROL, 2006).

M. GRANOVETTER montre également que dans le cas des échanges marchands, le rejet de la conception « *sous-socialisé* » (l'homo oeconomicus de l'économie orthodoxe) ne doit pas pour autant conduire à endosser une conception « *sur-socialisée* » (l'homo socialis de l'économie hétérodoxe) de l'acteur (CUSIN, 2006).

En effet, le concept de l'homo situs, fondé par H. ZAOUAL, constitue « *un dépassement de l'homo sociologicus et de l'homo oeconomicus. Il n'est donc ni un individu éponge d'une norme sociale statique, ni un individu totalement rationnel, égoïste et calculateur* » (DAGHRI, 2006). « *C'est un homme concret qui sait ce qu'il fait, ce n'est pas un idéo culturel. Il opère à l'aide d'une rationalité située et composite dont le déchiffrement demande des modèles plus complexes que celui qu'affiche la rationalité économique ordinaire* » (DAGHRI, 2006).

L'homo situs peut, donc, être perçu comme une personne responsable, rationnelle et socialement raisonnable (ZAOUAL, 2006), mais également comme un être relationnel pouvant garantir une plus grande confiance que l'homo oeconomicus (ZAOUAL, 2006),

En effet, le concept de confiance est associé fortement à celui du capital social que R. PUTNAM a utilisé pour désigner « *les caractéristiques de l'organisation sociale, telles que les réseaux, les normes et la confiance, qui facilitent la coordination et la coopération pour un bénéfice mutuel* » (PUTNAM, 2006).

Dans cette perspective, le concept de gouvernance réfère d'avantage à un mode de coordination de l'action mobilisant de ce fait le capital social et la société civile, il permet donc de rendre compte des structures organisationnelles et des modes de régulation qu'élaborent les communautés pour coordonner leurs actions et prendre les décisions sur des questions qui concernent et impliquent l'ensemble de la communauté (FORGUES, 2004).

3 VERS UNE GOUVERNANCE PLURIELLE

L'approche d'encastrement de M. GRANOVETTER suppose que les actions économiques sont encadrées dans des réseaux sociaux.

La théorie des réseaux sociaux constitue un outil qui permet de penser les relations d'alliances et de coopération entre les différents acteurs. L'évolution de ces formes de coopération s'accompagne de façon concomitante de celle de relation de gouvernance.

Le concept de gouvernance est apparu il y a un demi-siècle chez les économistes qui ont développé l'idée de corporate governance, qui a été mobilisée pour analyser la nature des coordinations entre les différents agents individuels et collectifs.

En effet, R. COASE arrive à la conclusion que la firme constitue un mode de coordination économique alternatif au marché dans la mesure où elle permet d'économiser sur les coûts de transaction, à ce propos il écrit que « *la gouvernance est une école de pensée qui interprète en terme économique les relations sociales et politiques, l'histoire et bien évidemment l'entreprise* » (COASE, 2005). O. WILLIAMSON a approfondi cette analyse et a défini la gouvernance comme étant « *les dispositifs mis en œuvre par la firme pour mener des coordinations efficaces qui relèvent de deux registres : les protocoles internes lorsque la firme développe ses réseaux et remet en cause les hiérarchies internes ; les contrats et les applications de normes lorsqu'elle s'ouvre à des sous-traitants* » (MILANI et SOLINIS, 2003).

La notion de gouvernance a émergé avec la montée en puissance des approches d'économie territoriale.

Le concept de gouvernance local apparaît alors comme une forme de régulation territoriale et d'interdépendance dynamique entre les différents acteurs et institutions locales (PECQUEUR et al., 2005).

J. GILLY et F. WALETT, définissent la gouvernance locale comme étant « *un processus de confrontation et d'ajustement tout à la fois de systèmes de représentations et d'actions de groupes d'acteurs proches géographiquement mais pouvant être issus de champs organisationnels et institutionnels différents en vue de la réalisation d'un projet local de développement* » (GILLY et WALLETT, 2001). Ils distinguent ainsi trois structures de gouvernance locale suivant les acteurs dominants : gouvernance privée (les acteurs privés, dominant, pilotent les dispositifs de coordination et de création de ressources) ; gouvernance privée-collective (l'acteur clé est une institution formelle qui regroupe des opérateurs privés et impulse une coordination de leurs stratégies) et gouvernance publique (les institutions publiques sont le moteur des dispositifs de coordination locale).

Ce faisant, « *la gouvernance locale vise un dispositif impliquant à la fois des institutions, des relations, des règles et des comportements, mais aussi une méthodologie d'approche des phénomènes politiques, sociaux et économiques* » (LHAFI, 2008).

La gouvernance locale fait donc référence à la coopération, aux réseaux, aux conventions, aux alliances et aux partenariats comme formule de coordination de la pluralité d'acteurs. Le territoire constitue ainsi un niveau pertinent pour la coordination des actions collectives.

En outre, la *Théorie des Sites Symboliques d'appartenance* a apporté un autre élargissement à la notion de gouvernance, dans la mesure où elle introduit le rôle des croyances dans les comportements des acteurs. Dans cette perspective la gouvernance s'enracine dans *les sites de croyances des acteurs* (ZAOUAL, 2007).

Ainsi, « *la théorie de la gouvernance située montre, en effet, que les institutions doivent être les expressions directe des croyances localement partagées afin d'impliquer fortement des populations dans les processus de leurs devenir* » (ZAOUAL, 2006).

De même, « *le concept de gouvernance située met aussi en lumière la grande variété des contingences locales et le rôle des croyances dans l'adhésion et la mobilisation autour d'un projet de gouvernance* » (MACHRAFI, 2008).

Ce faisant, *cette gouvernance réfléchie* (ZAOUAL, 2006) doit s'opérer au plus près des populations dans toute leur diversité (ZAOUAL, 2006). Cette *diversité des mondes d'en bas* (ZAOUAL, 2006) se présente donc comme une *diversité stabilisante* (ZAOUAL, 2011).

Ainsi, *la Proximité, la Diversité et la Gouvernance s'associeraient pour mieux réguler la cohésion sociale, la biodiversité et la diversité culturelle. Dans ce modèle PDG, les croyances sont à la base de structuration des organismes sociaux* (MACHRAFI, 2005).

En outre, depuis quelques temps, la notion de gouvernance a connu une évolution remarquable, liée à la transformation des relations entre l'Etat et les acteurs de la société civile, en particulier ceux qui se revendiquent de l'Economie Sociale et Solidaire.

Certains auteurs parlent, aujourd'hui, de « *gouvernance plurielle* » ou de « *poly-gouvernance* » pour désigner un mode de gouvernance caractérisé par le croisement entre régulation verticale et horizontale, et par la multiplication des acteurs (parties prenantes) et des processus de coordination (RICHEZ-BATTESTI, 2006).

En effet, cette gouvernance fait appel à une pluralité d'acteurs qui coopèrent et se coordonnent pour inventer leurs propres règles et normes afin de réguler leurs actions collectives. A ce propos « *les comportements individuels sont permis par des règles dont la vertu est de stabiliser les attentes de chacun et de permettre la confiance nécessaire à l'échange. Ainsi ces règles acquièrent une dimension collective* » (DAGHRI, 2007), elles sont généralement non écrites mais qui peuvent avoir une très grande force de conviction (DAGHRI, 2006).

Les acteurs de la société civile notamment les Organisations d'Economie Sociale et Solidaire présentent donc une imbrication plus importante entre les différentes parties prenantes de la gouvernance plurielle, du fait qu'elles sont gérées selon des valeurs et des règles humanistes (démocratiques et solidaires) dans un but autre que la lucrativité.

En effet, les OESS construisent un ensemble de relations spécifiques avec les autres parties prenantes du territoire d'ancrage (pouvoir public, partenaires sociaux,...).

Ce faisant, le territoire est considéré comme *un espace de repères d'appuis et d'échanges entre les différents acteurs. Il peut constituer un lieu où peuvent s'organiser des formes de partenariat et de coopération* (DAGHRI, 2007).

Ces partenariats et coopérations sont facilités par des modes de fonctionnement en réseaux qui préservent le besoin d'indépendance (DAGHRI, 2006) et au sein desquels se développent des relations non marchandes qui reposent en grande partie sur la confiance et la proximité (DAGHRI, 2007).

4 CONVERGENCES ENTRE ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Dans les 30 dernières années, l'épuisement du fordisme, la crise de l'Etat-Providence et la globalisation ont contribué à l'émergence d'un nouveau modèle de développement par le bas qui propose des formes alternatives aux modèles de développement par le haut que H. ZAOUAL qualifie de « *développement transposé* » (ZAOUAL, 2006) ou « *les paquets du développement* » (ZAOUAL, 2002).

En fait, ces formes alternatives, endogènes et territorialisées, *associant l'économie, l'écologie, les espaces vécus et la société en générale* (ZAOUAL, 2011), sont susceptibles de se traduire sur les terrains par un *réel développement en faveur des populations* (DAGHRI, 2006). Ainsi, la myriade des pratiques d'Economie Sociale et Solidaire et du développement local expriment le besoin universel d'un ré-encastrement territorial (ZAOUAL, 2011).

« *Le développement local, est un laboratoire vivant pour les conceptions émergentes mettant l'accent sur la nécessité de prendre en considération l'ensemble du contexte d'action des acteurs concernés par une situation* » (ZAOUAL, 2006). « *Ce concept, fait référence à des notions récentes telles que communauté locale, autorités locales, dimension culturelle et humaine et site symbolique* » (DAGHRI, 2006).

Le développement local devient donc ce *nouveau lieu englobant, visant à construire un tissu socio-économique qui tienne compte d'objectifs sociaux, afin de générer de nouvelles solidarités et une démocratie fondée sur une plus grande participation* (LAVIGNOTTE GUERIN, 1999).

Ce faisant, il constitue un champ fertile pour les initiatives d'Economie Sociale et Solidaire qui *naissent d'une volonté de participation sociale ou de transformation sociale, qui suscite un agir collectif* (NEYRET, 2006).

En effet, il existe des convergences évidentes entre les pratiques d'Economie Sociale et Solidaire et les caractéristiques du développement local du fait qu'ils s'inscrivent ensemble dans des dynamiques collectives ancrées dans le territoire.

Les activités développées par les acteurs de l'ESS ou du développement local ont une double *finalité sociale et économique*, mais où l'économique est le mobile permettant de répondre à des besoins sociaux et à des aspirations des membres des organisations ou des collectivités (FERREIRA, 2008).

En outre, *la démocratie économique et sociale, ou la gestion démocratique et transparente* constituent des principes fondamentaux aussi bien dans le domaine de l'ESS que dans celui du développement local (FERREIRA, 2008).

De plus, *l'autonomie de gestion à l'égard de l'Etat ou du politique* est aussi un aspect de convergence entre l'ESS et le développement local, puisqu'elle est liée au principe de démocratie et de transparence (FERREIRA, 2008).

Ainsi, *le caractère solidaire des pratiques* constitue une convergence évidente entre ces deux domaines, étant donné que les individus, en Economie Sociale et Solidaire ou en développement local, se mobilisent collectivement pour répondre ensemble et autrement à un besoin, une aspiration. Cette mobilisation est génératrice de nouveaux liens sociaux qui s'établissent entre les membres ou avec d'autres personnes de la communauté (FERREIRA, 2008).

Les Organisations d'Economie Sociale et Solidaire constitue donc un allié naturel des dynamiques de développement local dans la mesure où elles jouent un rôle majeur dans la relance des territoires.

5 LES ORGANISATIONS D'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE. DES ACTEURS MAJEURS DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Face aux défaillances de l'économie globalisée, les pratiques relevant de l'économie sociale et solidaire présentent des relations étroites avec les territoires dans lesquels elles émergent. Elles mettent en relation une variété d'acteurs qui jouent un rôle de régulation économique et sociale (ZAOUAL, 2011).

En effet, les OESS jouent un rôle-clé dans la mise en synergie des ressources humaines, dans l'enrichissement du capital social et des réseaux, dans le développement d'une intelligence collective et dans la valorisation du patrimoine local (DEMOUSTIER, 2004).

Ces organisations participent à la vie locale, elles ont pour but la satisfaction des besoins sociaux de la population à travers la recomposition des activités anciennes déstructurées dans les mutations du capitalisme et à l'émergence et à la structuration d'activités nouvelles destinées, le plus souvent, à la personne et à la collectivité (DEMOUSTIER, 2004).

De même, les OESS renforcent leur enracinement territorial grâce à la création des relations de confiance préalable à toute implication personnelle et collective aux dynamiques de solidarité.

« Les valeurs sur lesquelles reposent ces formes de vie, expriment, en réalité, la nécessité de changer de définition quant à l'Homme dans sa vie quotidienne. Ce n'est pas celle d'un Homo oeconomicus qui est recherchée mais celle d'un Homo relationnel et solidaire [Homo situs] avec ses semblables et son territoire à partir duquel il agit concrètement » (ZAOUAL, 2006).

De ce fait, « le territoire au sens du site est donc une sorte de médiateur entre l'individu et l'expérience, un filtre, un système qui impose, en tant que processus collectif de proximité ses contraintes et son expertise aux individus. Le site crée ainsi : les règles qui satisfont momentanément l'efficacité sociale de la vie de ses organisations et de ses réseaux » (ZAOUAL, 1998).

En effet, les croyances communes propres à ces organisations accroissent les zones de confiance. Et cette capacité à produire de la confiance, contrairement au marché, n'est possible qu'en fonctionnant sur la base d'une mobilisation citoyenne des acteurs pour un autre monde (ZAOUAL, 2005).

Le développement local est donc l'affaire d'intervenants et d'acteurs de toutes sortes qu'il faut mettre en liaison, mobiliser pour assurer leur participation, pour stimuler une synergie créatrice, porteuse d'effets d'entraînements (DAGHRI, 2006).

« Les dimensions locales et humaines, cachent des richesses invisibles et inestimables que seul un changement de regard sur les pratiques des acteurs pourrait dévoiler et amplifier. [...] Ce changement se fait au plus près des acteurs à qui revient la liberté de définir leurs besoins fondamentaux et la manière la plus créative d'y répondre localement » (DAGHRI, 2008).

6 CONCLUSION

Ce n'est que très récemment et sous l'influence de la globalisation et des échecs des stratégies de développement par le haut, que la dimension locale a été connue comme une des principales dimensions dans tout processus de développement.

Ce retour à la prise en compte de la dimension locale s'effectue par la mobilisation des différents acteurs locaux. A cet égard, la société civile, l'ensemble des liens sociaux et des organisations qui ne sont ni marchands ni étatiques deviennent un facteur fondamental pour augmenter le potentiel d'attractivité d'une communauté ou d'une localité (DEMOUSTIER, 2004).

En effet, c'est dans ce contexte de partenariat, de coopération, d'appartenance et de réseaux, que les Organisations d'Economie Sociale et Solidaire trouvent leurs champs d'action dans le développement du territoire d'appartenance (DAGHRI, 2006).

« Les valeurs sur lesquelles reposent ces formes de vie expriment en réalité, la nécessité de changer de définition quant à l'homme dans sa vie quotidienne » (ZAOUAL, 2005).

Ce faisant, « Le territoire s'apparente donc à un « refuge ». Le territoire devient un espoir. Les acteurs y cherchent une denrée rare : la confiance, la certitude, la coordination etc. » (ZAOUAL, 2006).

REFERENCES

- [1] ZAOUAL H., « Le mythe de l'autonomie de l'économie », *Document de travail*, 2011, p.2.
- [2] ZAOUAL H., « Le mythe de l'autonomie de l'économie », *Document de travail*, 2011, p.2.
- [3] ZAOUAL H., « Au-delà du marché, l'imaginaire... », pp. 34-53, in VILLA9A N. et BERTIN G. (sous la dir), *Imaginaire et utopie entre marges et marché*, Esprit critique, Revue internationale de sociologie et de sciences sociales, 2011, p. 36.
- [4] DAGHRI T., *Economie du développement local. Les fondements théoriques*, Rabat, ImprimElite, 2006, p. 45.
- [5] DAGHRI T. et ZAOUAL H., « Vers une pensée de la proximité », in DAGHRI T. et ZAOUAL H. (sous la dir), *Economie solidaire et développement local. Vers une démocratie de proximité*, Paris, Horizon Pluriel/ l'Harmattan, 2007, p. 14.
- [6] DAGHRI T., *Economie du développement local. Les fondements théoriques*, Rabat, ImprimElite, 2006, p. 72.
- [7] FERREIRA N., « Entrepreneuriat responsable et territoire. L'expérience des entreprises d'économie sociale en France », in ZAOUAL H. (sous la dir), *Développement durable des territoires. Economie sociale, environnement et innovations*, Paris, l'Harmattan, 2008, p. 94.
- [8] ZAOUAL H., « Le mythe de l'autonomie de l'économie », *Document de travail*, 2011, p. 3.
- [9] ZAOUAL H., « Proximité et solidarité », *Revue marocaine pour la recherche et le dialogue*, n° 6, 2006, p.11.
- [10] ZAOUAL H., « Le mythe de l'autonomie de l'économie », *Document de travail*, 2011, p. 4.
- [11] ZAOUAL H., « Proximité et solidarité », *Revue marocaine pour la recherche et le dialogue*, n° 6, 2006, p. 6.
- [12] ZAOUAL H., « Proximité et solidarité », *Revue marocaine pour la recherche et le dialogue*, n° 6, 2006, p. 7.

- [13] ZAOUAL H., « Homo oeconomicus ou Homo situs ? Un choix de civilisation », *Revue Finance & The Common Good/ Bien commun*, n°22, 2005, p. 65.
- [14] ZAOUAL H., « Le mythe de l'autonomie de l'économie », *Document de travail*, 2011, p. 8.
- [15] ZAOUAL H., « Proximité et solidarité », *Revue marocaine pour la recherche et le dialogue*, n° 6, 2006, p. 7.
- [16] ZAOUAL H., « Homo oeconomicus ou Homo situs ? Un choix de civilisation », *Revue Finance & The Common Good/ Bien commun*, n°22, 2005, p. 65.
- [17] ZAOUAL H., « Proximité et solidarité », *Revue marocaine pour la recherche et le dialogue*, n° 6, 2006, pp. 6-7.
- [18] ZAOUAL H., « Homo oeconomicus ou Homo situs ? Un choix de civilisation », *Revue Finance & The Common Good/ Bien commun*, n°22, 2005, p. 68.
- [19] ZAOUAL H., *Socio-économie de la proximité. Du global au local*, Paris, l'Harmattan, 2005, p. 60.
- [20] ZAOUAL H., « Le mythe de l'autonomie de l'économie », *Document de travail*, 2011, p. 12.
- [21] GRANOVERTER M., *Sociologie économique*, Paris, Edition du Seuil, 2008, p. 30.
- [22] ANGEON V. et LAUROL S., « Les pratiques de sociabilité et de solidarité locales : contribution aux enjeux de développement territorial », *Espaces et sociétés*, n°127, 2006, p. 20.
- [23] CUSIN F., « Relations marchandes et esprit d'entreprise : la construction sociale de la confiance », *Revue interventions économiques*, n°33, 2006, p. 6.
- [24] DAGHRI T., *Economie du développement local. Les fondements théoriques*, Rabat, ImprimElite, 2006, p. 35.
- [25] ZAOUAL H., *Les économies « voilées » du Maghreb. De la technique à l'éthique*, Paris, l'Harmattan, 2006, p. 186.
- [26] ZAOUAL H., *Les économies « voilées » du Maghreb. De la technique à l'éthique*, Paris, l'Harmattan, 2006, p. 187.
- [27] ZAOUAL H., « Confiance et gouvernance des systèmes complexes. Vers un modèle Proximité, Diversité et Gouvernance », *Revue repères et perspectives*, n°8 et 9, 2006, p. 388.
- [28] PUTNAM R., « The prosperous community. Social capital and public life », *The American prospect*, vol. 4, n°13, pp. 35- 42.
- [29] FORGUES E., « Capital social, gouvernance et rationalisation des pratiques communautaires ; outils théoriques et méthodologiques », *Cahiers de recherche*, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, Août 2004.
- [30] COASE R., *The nature of the firm*, *Economica*, n°4, 1937, p. 22.
- [31] MILANI C. et SOLINIS G., « Une gouvernance mondiale démocratique est-elle possible ? Quelques pistes pour l'avenir », in MILANI C., ARTURI C. et SOLINIS G. (sous la dir), *Démocratie et gouvernance : quelles régulations pour le XXIème siècle ?*, Paris, Editions UNESCO-Karthala, 2003, p. 276.
- [32] PECQUEUR B. et al., « La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? », *Géographie, économie, société*, vol. 7, 2005, p. 324.
- [33] GILLY J. et WALLEY F., « Formes of proximity, local governnace and the dynamics of local economic spaces : the case of industrial conversion processes », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 25, n°3, 2001, pp. 553-570.
- [34] LHAFI M., « La gouvernance urbaine en question. Du modèle standard au modèle de la gouvernance située », in DAGHRI T. et ZAOUAL H. (sous la dir), *Développement humain et dynamiques territoriales. Vers des savoirs recomposés*, Paris, l'Harmattan, 2008, p. 109.
- [35] ZAOUAL H., « Economie de proximité et démocratie située », in DAGHRI T. et ZAOUAL H. (sous la dir), *Economie solidaire et développement local. Vers une démocratie de proximité*, Paris, Horizon Pluriel/ l'Harmattan, 2007, p. 211.
- [36] ZAOUAL H., *Les économies « voilées » du Maghreb. De la technique à l'éthique*, Paris, l'Harmattan, 2006, p. 101.
- [37] MACHRAFI M., « Introduction au paradigme des sites. Epistémologie et concepts », *Revue repère et perspectives*, n° 11, 2008, p. 90.
- [38] ZAOUAL H., *Management situé et développement local*, Rabat, collection Horizon Plurielle, 2006, p. 53.
- [39] ZAOUAL H., *Les économies « voilées » du Maghreb. De la technique à l'éthique*, Paris, l'Harmattan, 2006, p. 95.
- [40] ZAOUAL H., « Confiance et gouvernance des systèmes complexes. Vers un modèle Proximité, Diversité et Gouvernance », *Revue repères et perspectives*, n°8 et 9, 2006, p. 127.
- [41] ZAOUAL H., « Territoire, un concept de diversité socio-économique et d'inspiration plurielle de valeurs entrepreneuriales », in DOKOU G. (sous la dir), *Territoires et entrepreneuriat. Les expériences des villes entrepreneuriales*, Paris, l'Harmattan, 2011, p. 129.
- [42] MACHRAFI M., *Socioéconomie de l'entreprise et coordination située : cas empiriques marocains*, thèse de doctorat GREL/ULCO-Université d'Artois, Janvier 2005.
- [43] ZAOUAL H., « Confiance et gouvernance des systèmes complexes. Vers un modèle Proximité, Diversité et Gouvernance », *Revue repères et perspectives*, n°8 et 9, 2006, p. 394.
- [44] RICHEL-BATTESTI N., « L'économie sociale comme expression des transformations du mode de gouvernance de l'Etat social depuis 1945 ? », *Colloque sur : Etat social*, Matisses, Paris 1, 11-13 septembre, 2006, p. 11.
- [45] DAGHRI T., « Coordination, économie solidaire et développement local », in DAGHRI T. et ZAOUAL H. (sous la dir), *Economie solidaire et développement local. Vers une démocratie de proximité*, Paris, Horizon Pluriel/ l'Harmattan, 2007, p. 130.

- [46] DAGHRI T., *Economie du développement local. Les fondements théoriques*, Rabat, ImprimElite, 2006, p. 107.
- [47] DAGHRI T., « Coordination, économie solidaire et développement local », in DAGHRI T. et ZAOUAL H. (sous la dir), *Economie solidaire et développement local. Vers une démocratie de proximité*, Paris, Horizon Pluriel/ l'Harmattan, 2007, p. 142.
- [48] DAGHRI T., *Economie du développement local. Les fondements théoriques*, Rabat, ImprimElite, 2006, p. 93.
- [49] DAGHRI T., *Economie du développement local. Les fondements théoriques*, Rabat, ImprimElite, 2006, p. 62.
- [50] ZAOUAL H., *Management situé et développement local*, Rabat, collection Horizon Plurielle, 2006, p. 24.
- [51] ZAOUAL H., *Du rôle des croyances dans le développement local*, Paris, l'Harmattan, 2002, p. 308.
- [52] ZAOUAL H., « Territoire, un concept de diversité socio-économique et d'inspiration plurielle de valeurs entrepreneuriales », in DOKOU G. (sous la dir), *Territoires et entrepreneuriat. Les expériences des villes entrepreneuriales*, Paris, l'Harmattan, 2011, p. 127.
- [53] DAGHRI T., *Economie du développement local. Les fondements théoriques*, Rabat, ImprimElite, 2006, p. 11.
- [54] ZAOUAL H., « Territoire, un concept de diversité socio-économique et d'inspiration plurielle de valeurs entrepreneuriales », in DOKOU G. (sous la dir), *Territoires et entrepreneuriat. Les expériences des villes entrepreneuriales*, Paris, l'Harmattan, 2011, p. 119.
- [55] ZAOUAL H., *Management situé et développement local*, Rabat, collection Horizon Plurielle, 2006, p. 22.
- [56] DAGHRI T., *Economie du développement local. Les fondements théoriques*, Rabat, ImprimElite, 2006, p. 74.
- [57] LAVIGNOTTE GUERIN E., *Expertise et politiques européennes de développement*, Paris, l'Harmattan, 1999, pp. 105-106.
- [58] NEYRET G., « Mise en perspective des recherches », in CHOPART J., NEYRET G. et RAULT D. (sous la dir), *Les dynamiques de l'économie sociale et solidaire*, Paris, La découverte, 2006, p. 30.
- [59] FERREIRA N., « Entrepreneuriat responsable et territoire. L'expérience des entreprises d'économie sociale en France », in ZAOUAL H. (sous la dir), *Développement durable des territoires. Economie sociale, environnement et innovations*, Paris, l'Harmattan, 2008, p. 95.
- [60] FERREIRA N., « Entrepreneuriat responsable et territoire. L'expérience des entreprises d'économie sociale en France », in ZAOUAL H. (sous la dir), *Développement durable des territoires. Economie sociale, environnement et innovations*, Paris, l'Harmattan, 2008, p. 95.
- [61] FERREIRA N., « Entrepreneuriat responsable et territoire. L'expérience des entreprises d'économie sociale en France », in ZAOUAL H. (sous la dir), *Développement durable des territoires. Economie sociale, environnement et innovations*, Paris, l'Harmattan, 2008, pp. 95-96.
- [62] FERREIRA N., « Entrepreneuriat responsable et territoire. L'expérience des entreprises d'économie sociale en France », in ZAOUAL H. (sous la dir), *Développement durable des territoires. Economie sociale, environnement et innovations*, Paris, l'Harmattan, 2008, p. 96.
- [63] ZAOUAL H., « Au-delà du marché, l'imaginaire... », pp. 34-53, in VILLA9A N. et BERTIN G. (sous la dir), *Imaginaire et utopie entre marges et marché*, Esprit critique, Revue internationale de sociologie et de sciences sociales, 2011, p. 47.
- [64] DEMOUSTIER D., *Economie sociale et développement local*, Paris, l'Harmattan, 2004, p. 35.
- [65] DEMOUSTIER D., *Economie sociale et développement local*, Paris, l'Harmattan, 2004, pp. 126-128.
- [66] ZAOUAL H., « Proximité et solidarité », *Revue marocaine pour la recherche et le dialogue*, n° 6, 2006, p. 16.
- [67] ZAOUAL H., « La nouvelle économie des territoires : une approche par les sites », in KHERDJEMIL B., PANHUYS H. et ZAOUAL H. (sous la dir), *Territoires et dynamiques économiques. Au-delà de la pensée unique*, Paris, l'Harmattan, 1998, p. 75.
- [68] ZAOUAL H., « Homo oeconomicus ou Homo situs ? Un choix de civilisation », *Revue Finance & The Common Good/ Bien commun*, n°22, 2005, p. 69.
- [69] DAGHRI T., *Economie du développement local. Les fondements théoriques*, Rabat, ImprimElite, 2006, p. 128.
- [70] DAGHRI T., « La dimension humaine du développement local », in DAGHRI T. et ZAOUAL H. (sous la dir), *Développement humain et dynamiques territoriales. Vers des savoirs recomposés*, Paris, l'Harmattan, 2008, pp. 217-218.
- [71] DEMOUSTIER D., *Economie sociale et développement local*, Paris, l'Harmattan, 2004, p. 47.
- [72] DAGHRI T., *Economie du développement local. Les fondements théoriques*, Rabat, ImprimElite, 2006, p. 98.
- [73] ZAOUAL H., « Homo oeconomicus ou Homo situs ? Un choix de civilisation », *Revue Finance & The Common Good/ Bien commun*, n°22, 2005, p. 66.
- [74] ZAOUAL H., « Proximité et solidarité », *Revue marocaine pour la recherche et le dialogue*, n° 6, 2006, p. 9.